

Les subsides

M. Nickerson: La Chine.

M. Crosbie: La Tchécoslovaquie et la Pologne.

M. Riis: . . . la Belgique, la Norvège et le Danemark. Quand on entend les arguments comme ceux du député de Western Arctic (M. Nickerson), il ne faut pas s'étonner que le public s'interroge sur le sérieux de cette Chambre. J'ai tenté de faire ce que je considérais comme une proposition digne de considération, mais des députés se sont levés ensuite pour tourner en ridicule cette solution qui a été retenue par les économies les plus avancées. Agir de la sorte, c'est déformer la réalité, fausser l'information et c'est surtout desservir la Chambre et le Parlement en général. Puisque le député est déjà intervenu, je ne reviendrai pas là-dessus.

M. Crosbie: Monsieur le Président, personne ne voudrait déranger la réflexion sereine et abstruse des députés néo-démocrates. Depuis au moins 20 ans qu'ils n'ont pas eu une idée nouvelle. Je voudrais mettre le député à l'épreuve.

Le Conference Board du Canada vient de publier ses prévisions trimestrielles. M. Maxwell, l'économiste en chef, a dit au moment de publier les prévisions qu'il n'était pas vrai, selon la doctrine keynésienne, que l'on pouvait sortir d'une récession en augmentant les dépenses. Et nous en avons sûrement eu la preuve depuis deux ans. Nous venons juste de terminer un exercice avec un déficit de 31.6 milliards. Et pour l'an prochain on prévoit un déficit de 29.5 milliards. Les déficits accumulés au cours des dernières années dépassent maintenant les 90 milliards. Nous dépensons, nous dépensons sans compter. Mais pourtant la récession est toujours là, le taux de chômage est astronomique, sans compter tous les autres maux économiques. J'aurais une double question à poser au député. D'abord, est-il d'accord avec les propos de M. Maxwell? Le Nouveau parti démocratique s'est-il assagi? Le Nouveau parti démocratique devance-t-il le parti libéral maintenant en admettant que cette doctrine est fautive? C'est tout le système qui est ébranlé aujourd'hui. A cause des déficits et des emprunts gouvernementaux, tout notre système économique s'en va à la dérive. Et c'est pourquoi on ne peut parler de véritable reprise. Qu'en pense le député?

En second lieu, admettra-t-il que ce qui différencie essentiellement l'économie canadienne, dans un piteux état, et l'économie américaine qui progresse rapidement avec d'excellentes perspectives d'emploi, c'est l'écart entre les déficits? L'économie américaine est dix fois plus importante que la nôtre et son déficit est d'à peu près 50 p. 100 inférieur à celui du Canada. Nous avons eu des augmentations d'impôt au Canada. Ce qui contraste énormément avec la fiscalité expansionniste pratiquée aux États-Unis. Nous avons accru les impôts. Les Américains ont réduit les leurs. Et la seule cause qui explique l'envergure du déficit américain, c'est que l'on accru les dépenses militaires. Le député de Kamloops-Shuswap admettra-t-il que c'est ce qui explique l'écart entre les deux économies?

Le député estime-t-il que M. Maxwell a raison de dire que l'accroissement des dépenses n'est pas une solution? N'est-ce pas depuis quatre ou cinq ans la preuve éclatante de la faillite des politiques du gouvernement d'en face qui, cahin-caha, s'achemine vers son apocalypse le jour des élections.

• (1540)

M. Riis: Monsieur le Président, je crois que c'est beaucoup plus complexe que la question posée par le député de Saint-Jean-Ouest. Il voudrait qu'on lui réponde spontanément que non, on ne peut sortir de la récession à force de dépenses.

Je crois qu'il serait plus raisonnable de dire qu'on peut en sortir en multipliant les investissements. Le temps est maintenant venu à mon avis de trouver les moyens d'encourager les Canadiens moyens à investir de nouveau dans notre économie, d'encourager les sociétés à le faire et à investir aussi dans le secteur public pour mettre en place les infrastructures nécessaires qu'exige une économie comme la nôtre. Cela ne se traduit pas toujours par une hausse des dépenses gouvernementales.

Par exemple, je sais que le député attache beaucoup d'importance aux largesses que le gouvernement accorde présentement à certaines grandes sociétés pétrolières aux fins de prospection. On a ainsi distribué des milliards de dollars ces dernières années et on continuera de le faire durant les années à venir. Je ne pense pas que seuls des économistes sérieux soutiendraient que ces largesses sont nécessaires pour encourager nos sociétés pétrolières à faire de la prospection au large de nos côtes ou dans nos régions neuves. Si nous conservions une partie de ces largesses distribuées aux sociétés pétrolières et si nous percevions une partie des impôts que les sociétés ont été autorisées à reporter nous pourrions réunir un montant considérable d'argent que l'on pourrait investir dans les infrastructures dont un pays comme le nôtre doit se doter pour réussir à développer son économie. Pour dissiper tout malentendu dans l'esprit du député, j'entends par infrastructures de meilleures installations portuaires, de meilleurs moyens de transport et peut-être de l'aide aux petites entreprises et aux agriculteurs canadiens. Voilà comment nous allons réussir à relancer notre économie.

M. Dick: Monsieur le Président, il y a un certain nombre d'inexactitudes que le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) ne voudrait sûrement pas voir subsister au compte rendu. Il y a d'abord l'inexactitude au sujet du discours prononcé par notre chef à Calgary et à Edmonton, auquel le député a fait allusion et à propos duquel il sait sans doute que la Presse canadienne a publié une rétractation disant que le reportage était erroné. Le *Citizen* d'Ottawa a également publié à ce moment-là un éditorial affirmant que la presse n'avait pas été très juste envers notre chef, car elle avait déformé les faits. Comment le député peut-il comparer à la situation actuelle le gouvernement de M. Douglas, qui n'avait pas de déficit dans les années 1940 et 1950 alors que le gouvernement fédéral avait, lui aussi, des excédents budgétaires sous la gouverne de M. Abbott sur-nommé le radieux, parce qu'il avait constamment de grands excédents budgétaires à nous annoncer? Comment, donc, peut-il comparer la conjoncture d'il y a 35 ans avec la conjoncture actuelle alors que nous traversons la plus grande récession depuis la crise?